

RENDEZ-VOUS

Chagall, Lissitzky, Malévitch : L'avant garde Russe à Vitebsk.

Plus d'une centaine d'œuvres, de 1957 à nos jours. Au centre Pompidou jusqu'au 16 juillet.

Human and Bulding.

Conférence de l'architecte japonais Go Hasegawa le mercredi 16 mai à 19h au Pavillon de l'Arsenal. Entrée libre. goo.gl/RuXXfS

Gilles Caron-Paris 1968.

Exposition du photographe à l'Hôtel de Ville du 4 mai au 28 juillet.

Foire de Paris.

Jusqu'au 8 mai de 10h à 19h à Paris Expo Porte de Versailles. www.foiredeparis.fr

Diego Giacometti au musée Picasso.

50 pièces, composées de chaises, bancs, luminaires et

tables, qui marquent l'apogée de l'œuvre de l'artiste, exécutant ici sa dernière commande, avant sa mort en juillet 1985. À partir du 17 mai et jusqu'au 4 novembre. Musée national Picasso-Paris. 5 rue de Thorigny, 75003 Paris. goo.gl/D2uRqC

Willy Rizzo, la mode pure de 1947 à nos jours.

Exposition d'une cinquantaine de tirages argentiques couleur et noir et blanc du photographe de mode. Du 18 mai au 28 juillet au studio Willy Rizzo au 12 rue de Verneuil, 75007 Paris. Entrée libre.

6e saison photographique de l'Abbaye Royale de l'Épau.

12 photographes pour offrir une diversité de regards sur la citoyenneté. Un parcours photographique en plein air près du Mans du 19 mai au 4 novembre. epau.sarthe.fr

DÉCOLLAGE IMMÉDIAT POUR CHUTES LIBRES P2. EN BREF P3. CONCOURS ET APPEL À CANDIDATURES P4. APPELS D'OFFRES P5.

"Des écoles d'art en grand danger"

L'ASSOCIATION NATIONALE DES ÉCOLES SUPÉRIEURES D'ART (ANDÉA) EST EN COLÈRE. EN CAUSE, LE STATUT DES ENSEIGNANTS DES ÉTABLISSEMENTS TERRITORIAUX TOUJOURS PAS ALIGNÉ SUR CELUI DE LEURS CONFRÈRES DES ÉCOLES D'ART NATIONALES. FACE AU SILENCE DE LA MINISTRE DE LA CULTURE FRANÇOISE NYSSSEN, L'ANDÉA TIRE LE SIGNAL D'ALARME DANS UNE TRIBUNE SIGNÉE EN MOINS D'UNE SEMAINE PAR PLUS DE 400 PROFS. ENTRETIEN AVEC LOÏC HORELLOU, ENSEIGNANT À LA HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN (HEAR STRASBOURG) ET REPRÉSENTANT DES ENSEIGNANTS DE L'ASSOCIATION.

Cela fait plus de 15 ans que les statuts en écoles nationales et territoriales sont différenciés. Alors, pourquoi cette tribune aujourd'hui ?

Loïc Horellou. Effectivement, cela fait fait des années que nous nous battons pour rééquilibrer les choses. La faute originelle date de 2002 où seul le statut des professeurs des écoles nationales a été revalorisé, ce qui créé de grands écarts de temps de travail (384 heures annuelles au national contre 512 en territorial) et de rémunération (50% de rémunération en plus en moyenne en fin de carrière pour les enseignants d'écoles nationales). C'est injustifiable car les écoles supérieures d'art (10 nationales pour 35 territoriales) délivrent toutes les mêmes cursus et diplômes avec des enseignants qui ont des missions et compétences identiques. Il doit y avoir un seul métier, un même salaire et un même statut. Nous montons au créneau car, malgré les promesses, nous ne sommes

toujours pas entendus, or aujourd'hui la situation est grave.

Grave au point d'en appeler, comme dans votre manifeste, au Premier ministre et au Président de la république ?

L.H. Oui car cela relève du domaine interministériel. Outre notre ministère de tutelle, le ministère de l'Enseignement et de la Recherche qui a la capacité à délivrer des diplômes, voire le ministère de l'Intérieur pour des homologations en préfecture, sont concernés. Et chacun se renvoie systématiquement la balle. En réalité, il y a une absence de volonté politique et toujours de belles paroles. En 2015, par exemple, Fleur Pellerin avait promis publiquement que l'alignement des statuts serait une priorité. Idem pour Audrey Azoulay qui s'était elle aussi engagée à mener cette réforme en 2017 avant de déposer un projet qui visait à encore davantage creuser

les écarts. De la même façon, la nouvelle ministre de la Culture, Françoise Nyssen, si elle parle volontiers de l'accès à la culture pour tous, ne nous répond jamais et n'est toujours pas allée à la rencontre des écoles d'art. Il y a un besoin urgent de stratégie de la part de l'État car certains établissements sont en péril.

En quoi, les écoles supérieures d'art sont en danger ?

L.H. À la différence des 10 écoles nationales gérées directement par le ministère de la Culture, les écoles territoriales, fonctionnant essentiellement sur budget municipal ou métropolitain, il n'y a aucune visibilité et

35 écoles d'art sur les 45 de l'Hexagone et 12 000 étudiants concernés

les budgets peuvent être réduits sinon supprimés à chaque changement de municipalité. Certaines sont obligées de fermer, comme la Haute École d'art de Perpignan en 2015, d'autres connaissent des situations financières compliquées et des recrutements de profs de plus en plus difficiles, je pense notamment aux écoles d'arts et de design de Tourcoing-Dunkerque, de Valenciennes, de Reims ou encore d'Avignon. Il y a des soucis à intervalles réguliers issus de problèmes structurels. Les CDD et autres statuts non conformes aux impératifs de l'enseignement supérieur se multiplient. Il y a une précarisation doublée d'une absence de visibilité. Pire, les diplômes nationaux des 12 000 étudiants des écoles d'art territoriales risquent de ne pas avoir de reconnaissance européenne. Il s'agit pour l'État de respecter le cadre légal de l'enseignement supérieur et défendre le service public de l'éducation et des formations face au développement croissant de l'offre privée, aux tarifs exorbitants. Nous demandons que l'État s'engage financièrement.

Quel serait le coût de l'alignement ?

L.H. C'est encore difficile à savoir précisément mais d'après les premiers chiffres que nous dressons avec les maires et les collectivités, cela tournerait autour des 40 millions d'euros. Autant dire pas grand chose au regard de certains projets pharaoniques comme le Louvre International. Si la ministre veut défendre ses diplômes, les velléités affichées d'excellence et d'attractivité internationale pour l'enseignement supérieur Culture sont vides de sens si on n'en assume pas les coûts !

Quelles suites après ce manifeste ?

L.H. Nous allons continuer de mobiliser. Les profs, qui sont déjà plus de 400 en moins d'une semaine à avoir signé sur le millier que compte les écoles, et aussi le

grand public. Nos formations de service public méritent une plus grande visibilité, lisibilité et promotion auprès des jeunes et du grand public. Les écoles supérieures d'art et design ont contribué ces dernières années à produire une richesse et une variété d'approches, libres, indépendantes et autonomes, que bien d'autres pays en Europe nous envient. ■

Pour lire la tribune : goo.gl/9Mdt2E.

Décollage immédiat pour Chutes libres

TROIS JEUNES DESIGNERS ONT CRÉÉ LES ATELIERS CHUTES LIBRES QUI PROPOSENT DE CONSTRUIRE LE MEUBLE DE SON CHOIX À PARTIR DE CHUTES DE BOIS RÉCUPÉRÉES DANS DES MUSÉES ET CHEZ DES ARTISANS. OBJECTIF : VALORISER LE PLAISIR DE FAIRE SOI-MÊME ET LE RÉEMPLOI DE MATÉRIAUX.

Sur les bancs de l'école Boule dont ils sont tous trois issus, Camille Chardayre, Amandine Langlois et Jérémie Triaire savaient déjà que le design et l'écologie pouvaient faire bon ménage. Après leur diplôme, les trois jeunes designers créent en 2013 le collectif Premices spécialisé notamment dans la conception de matériaux issus du recyclage et du réemploi. Leur marotte : la production durable faite de recyclage et d'économie circulaire. "Il y a un nouveau regard à porter sur les déchets, considère Jérémie Triaire, le garçon du trio. On s'est aperçu, en évoluant dans l'univers de la scénographie de musée, de l'énorme gâchis de matériaux au moment de l'aménagement, montage et démontage d'expos. Cela nous a incité à trouver des solutions pour construire autrement." Ainsi naissent Chutes Libres. La structure récupère des chutes de bois, issues entre autres des rebuts des expositions

ou d'artisans locaux. "C'est une chance d'être dans un quartier de menuisiers et d'ébénistes, nous travaillons beaucoup avec eux, précise-t-il. Tous les matériaux récupérés étaient voués à finir aux ordures." Chaque semaine, le trio organise une tournée de collecte auprès des artisans du Viaduc des Arts, où sont récoltées différentes essences de bois. Ces stocks sont ensuite triés puis mis dans une matériauthèque pour des sessions de formation où chacun peut puiser dans les stocks pour confectionner un meuble ou un objet de déco de son choix. Du recyclage façon bricolage et design en somme. Durant deux ans, les Ateliers Chutes Libres ont fonctionné en itinérance, dans les musées parisiens ou en résidence à la Fondation Louis Vuitton, au BHV, au 104 ou encore au Centre Pompidou. Succès immédiat auprès du public. "On menait des ateliers hebdomadaires qui étaient tous pleins" souligne le designer.

Les Ateliers Chutes Libres ont alors l'opportunité d'être hébergé pour un an dans l'Atelier Testeur de la Se-maest. Banco pour un espace de 130m² dans le XIIe arrondissement, sous les voûtes du Viaduc des Arts, haut lieu de l'artisanat parisien. Ouvertes au public depuis février dernier, les séances Chutes Libres (pour une quinzaine de personnes) de création de meubles, de 2 heures les jeudis soirs (45 euros) et 4 heures les samedis (70 euros), ne désemplissent pas. Les créateurs du jour sont encadrés par les designers du collectif "Parfois des artisans du quartier ou des étudiants de l'école Boule nous donnent un coup de main, informe Jérémie Triaire. Nous sommes au minimum trois pour les encadrer." Chaque participant peut construire son mobilier en profitant des outils de l'atelier dans un esprit convivial. Ils se voient proposer des plans de modèles ou peuvent venir avec leur propres idées pour du sur-mesure. À l'avenir, les Ateliers comptent ouvrir de nouvelles dates aux publics. Chouette! ■

atelierschuteslibres.com